



Les mobilisations belges en faveur des mineurs britanniques en grève (1984-1985) : un exemple de solidarité ouvrière internationale en des temps troublés¹

Par Benoît Bastin

Pour citer cet article

Benoît Bastin, « Les mobilisations belges en faveur des mineurs britanniques en grève (1984-1985) : un exemple de solidarité ouvrière internationale en des temps troublés », Analyse de l'IHOES, n°150, 18 décembre 2015, [En ligne] http://www.ihoes.be/PDF/IHOES_Analyse150.pdf.

Introduction

LONGUE DE PRÈS D'UN AN, la grève tragique des mineurs britanniques (mars 1984 - mars 1985), protestant en vain contre un plan drastique de fermeture des mines soutenu par le gouvernement de Margaret Thatcher², fut l'un des conflits emblématiques de l'histoire sociale européenne d'après-guerre. Elle souleva à travers le monde de nombreux mouvements de solidarité³. Cet article envisagera certaines expressions belges de ce mouvement qui, si elles empruntèrent des formes traditionnelles⁴ du répertoire d'action (collectes pécuniaires et matérielles, délégations, meetings, usage massif des reportages), s'enracinèrent profondément dans les enjeux et défis rencontrés par le mouvement ouvrier belge au cours d'une période de crise.

Des engagements aux motivations variées

Dès le 21 mars 1984, la *National Union of Mineworkers* (NUM), syndicat national des mineurs britanniques, émit un appel à la solidarité internationale – y compris à entraver l'acheminement de charbon vers la Grande-Bretagne⁵.

En Belgique, les syndicats CSC (Confédération des syndicats chrétiens) et FGTB (Fédération générale du travail de Belgique) promurent une solidarité de type humanitaire. Ils étaient en effet circonspects en l'absence de lien institutionnel avec la NUM (affiliée à la Fédération syndicale mondiale d'obédience communiste, et qui s'était retirée dès 1983 de la Fédération internationale des travailleurs des mines) et face à la politisation du conflit assumée par le président de la NUM, Arthur Scargill⁶ (ce qui le délégitimait, aux yeux de la presse belge et britannique).

¹ Cette contribution condense brièvement le septième et dernier chapitre de notre mémoire de fin d'études (BASTIN B., *Regards belges sur la Grande-Bretagne thatcherienne aux temps de la grève des mineurs : perceptions, usages, mobilisations*, mémoire de master en histoire, inédit, Université de Liège, année académique 2014-2015, p. 145-210).

² Les mines britanniques, nationalisées depuis 1947, étaient placées sous l'autorité du *National Coal Board* (NCB). Le syndicat des mineurs NUM (créé en 1946) fut le fer de lance des grèves nationales de 1970 et 1972, qui menèrent à la chute du gouvernement conservateur d'Edward Heath. Le dirigeant du NCB, Ian Mac Gregor, proposa au début de l'année 1984 un plan de restructuration occasionnant la fermeture de 20 puits (sur les 170) et la perte de 20 000 emplois. Il était aiguillé par les exigences de rentabilité économique des entreprises publiques formulées par le gouvernement Thatcher, par ailleurs soucieux d'affaiblir la puissance syndicale et préparé à l'éventualité d'un conflit minier.

³ Voir, à ce sujet, SAUNDERS J., *Across Frontiers : International Support to the Miner's Strike (1984-1985)*, Londres, Canary Press, 1989.

⁴ Érik Neveu traite de « formes routinisées » du répertoire d'actions (NEVEU É., *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2010, p. 20).

⁵ Si l'appel à une solidarité positive fut prioritairement destiné à la Fédération syndicale mondiale, à laquelle la NUM était affiliée, l'appel à entraver l'acheminement de charbon fut dirigé vers les syndicats de mineurs du monde entier, ainsi qu'à la Fédération internationale des ouvriers du transport.

⁶ Communiste convaincu, Scargill défendait une vision offensive et politique du syndicalisme d'action directe, qu'il concevait comme fer de lance de l'action politique extraparlamentaire. Selon lui, seule cette stratégie était viable pour mettre à bas le gouvernement Thatcher, qu'il jugeait antidémocratique.

Les centrales minières jouèrent un rôle prépondérant lors de l'été 1984. Jan Olyslaegers, président de la Centrale des travailleurs des mines (FGTB), invoquant la similitude des menaces pour les mines belges, prit spontanément contact avec la NUM pour revendiquer, malgré les divergences institutionnelles, un effort de solidarité collectes aux portes des mines, parfois en association avec la Centrale des francs-mineurs de la CSC⁷. Le 28 août, il fut le relais de la cause des mineurs au Bureau national de la FGTB. Celui-ci statua sur un versement, alimenté par les centrales, de 5 millions de francs belges (FB) et répercuta l'appel, donnant lieu à une intense mobilisation à l'échelle des centrales, régionales, jeunesse syndicales et étudiantes (plus de 8 millions de FB collectés au 30 octobre, nombreux convois de vivres et de vêtements).

Plusieurs indices suggèrent néanmoins une distanciation politique⁸ : la mobilisation fut, explicitement du moins, destinée exclusivement à amoindrir les « souffrances des familles de mineurs en grève »⁹. Plusieurs fois, l'hebdomadaire de la FGTB, *Syndicats*, traita d'une grève uniquement vouée au maintien de l'emploi, niant les objectifs politiques antithatchériens de Scargill. Ce constat s'amplifie encore au sujet de la CSC : impliqué par des initiatives régionales ou de centrales, le Bureau de la Confédération des syndicats chrétiens ne considéra la question que le 28 septembre, à la suite d'un appel lancé à la Confédération européenne des syndicats (CES) par la confédération syndicale anglaise *Trades Union Congress* (TUC). Fustigeant l'inclination communiste et « la prise de position radicale des dirigeants syndicaux des mineurs »¹⁰, la CSC libéra 250.000 FB (assortis d'une contribution de 0,5 FB par affilié), versés non à la NUM, mais au TUC. Le syndicat posait une distinction entre « le fond de la question et l'aide proprement dite »¹¹ (à nouveau exclusivement dirigée vers les familles de mineurs). Il exigea en outre que la solidarité opère « par les canaux officiels »¹², proscrivant les rencontres avec des mineurs invités par des partis de gauche radicale.

En revanche, une solidarité plus politique se mit en marche en Belgique, à la gauche radicale de l'échiquier, exaltant l'attitude de principe d'opposition aux fermetures et l'antithatchérisme de Scargill. La tendance *Vonk*¹³ (trotskiste entriste), liée à la tendance *Militant* active au sein du Parti travailliste britannique¹⁴, s'activa



⁷ Il se disait « blessé » que la NUM n'ait pas jugé utile de solliciter la solidarité active d'autres syndicats miniers et professait qu'une défaite des mineurs britanniques « aurait des conséquences directes pour le futur de l'industrie charbonnière en Belgique » (Bruxelles, Institut Émile Vandervelde, Archives de la Centrale des travailleurs des mines, article 5.3.10).

⁸ Une hypothèse plausible est que les syndicats belges, ayant, dans le même mouvement que le syndicalisme européen, progressivement remis l'objectif de transformation sociale ou « d'utopie autonome » (SIROT S., *Le syndicalisme, la politique et la grève*, Nancy, éd. Arbre Bleu, 2011, p. 191), aient *volens nolens* validé la délégitimation par la presse du syndicalisme politique défendu par Scargill. Cette remarque s'applique avec force pour la CSC dont le président, Jef Houthuys, était partisan d'un consensus avec les gouvernements Martens et désapprouvait expressément les grèves « politiques ».

⁹ IHOES, Fonds André Beauvois, sous-série consacrée à la FGTB et à la CGSP au niveau national, dossier « Bureau National FGTB » (7/84-3/85), *Procès-verbal de la réunion du Bureau*, 28 août 1984.

¹⁰ *Syndicaliste-CSC*, n° 231, 25 décembre 1984, p. 7

¹¹ Leuven, KADOC, Archief Robert Dhondt (ACV-CSC), boîte 249, *Procès-verbal de la réunion du Bureau du 25 septembre 1984* (doc. 84/29).

¹² *Syndicaliste-CSC*, n° 231, 25 décembre 1984, p. 7.

¹³ La tendance Vonk (l'Unité, pour son pendant francophone) est une tendance trotskiste entriste, fondée en 1979 au sein des jeunesse socialistes flamandes. Elle était active au sein des partis socialistes (principalement leurs jeunesse) et des syndicats (surtout FGTB, mais aussi CSC). Exclue dès 1992 du parti socialiste (essentiellement en Flandre, où la tendance était plus implantée), ses membres se regroupèrent majoritairement dans la tendance *Militant*, renommée en 2001 Mouvement pour une alternative socialiste (MAS). Ce sont eux qui ont engendré l'actuel Parti socialiste de lutte (PSL) - *Linkse Socialistische Partij* (LSP), ainsi renommé en 2008.

¹⁴ Ces deux tendances étaient toutes deux chevillées au Comité pour une Internationale ouvrière (*Comittee for a Workers' International*, CWI). Cette internationale trotskiste, en rupture de ban avec la IV^e Internationale, fut fondée en 1974 à l'initiative de la tendance entriste *Militant*, active au sein du parti travailliste britannique (*Labour Party*).



dès mai 1984, entraînant dans son sillage les *Jongsocialisten* flamands. Le Parti communiste (PC/KP)¹⁵, sollicité par l'appel de la NUM aux structures internationales communistes, amplifia à l'échelle nationale la campagne « *Victory to the Miners* » dont l'épicentre était sa fédération bruxelloise. Suscitant une solidarité élargie de l'ensemble du corps social (ex. : collectes en porte-à-porte), il convoqua son aide (plus de vingt tonnes de vivres et de vêtements, 2 millions de FB en février 1985) dans diverses régions minières britanniques. À l'exact opposé du Parti du travail de Belgique (PTB, marxiste-léniniste) et du Parti ouvrier socialiste (POS, trotskiste) qui, d'une part, fidèles à leur ligne ouvriériste, mobilisèrent principalement dans les bastions ouvriers (sidérurgie, mines, industrie chimique et mécanique) et, d'autre part, ciblerent leur action vers une collectivité minière déterminée, respectivement le Kent et Bold (Lancashire). Le Comité central du PTB prit, en août 1984, une résolution appelant à répandre en Belgique « les leçons politiques de la grève des mineurs britanniques »¹⁶ : mû par un puissant volontarisme politique, le parti approcha la NUM¹⁷ et diligenta une mobilisation riche de plus 3,5 millions de FB de dons, 29 délégations de solidarité et 62 meetings. Quant au POS, sollicité et engagé dans une relation privilégiée avec la collectivité minière de Bold¹⁸ (plus de 900 000 FB récoltés), il fut en outre la courroie de transmission de la cause des mineurs auprès de nombreuses autres organisations.

En effet, tant dans le giron socialiste (Femmes Prévoyantes Socialistes¹⁹ (FPS), Solidarité socialiste) que social-chrétien (Vie Féminine, Équipes Populaires, Solidarité mondiale), de nombreuses organisations soutinrent la lutte des mineurs. Les mobilisations se caractérisèrent par leur forme éclatée, chaque structure tenant à lever une action indépendante et selon ses perspectives propres, même si des interactions (collectes jumelées, pétitions) purent exister.

Enfin, revendiqué à cors et à cris par la gauche radicale²⁰, le boycott du charbon à destination de la Grande-Bretagne²¹ fut débattu au sein des centrales concernées, mais fut renvoyé à des tractations internationales ultérieures. Il fallut attendre décembre 1984 pour que les syndicats des transports belges, ouest-allemands et néerlandais s'engagent, sous l'égide du TUC, à entraver l'acheminement de combustibles fossiles vers la Grande-Bretagne. Cet engagement n'aurait, toutefois, pas mené à des réductions drastiques du fret²².

¹⁵ Bien qu'à l'époque, le parti, menacé de marginalisation, ait opéré une mue idéologique vers un engagement plus réformiste, traduisant l'équilibre entre une ligne ouvriériste et une ligne autonomiste, plus sensible aux nouveaux mouvements sociaux.

¹⁶ « Resolutie van het Centraal Komitee over de Britse mijnwerkersstaking », *Solidair*, 12 septembre 1984, p. 11. À partir d'août, le parti fit explicitement de la campagne de solidarité avec les mineurs sa campagne principale pour les mois à venir.

¹⁷ De manière spontanée puisque le PTB, hors de toute Internationale ouvrière, n'entretenait *a priori* aucun lien institutionnel avec le syndicat britannique.

¹⁸ Auparavant, le POS, sensibilisé par les premiers meetings de mineurs des *Jongsocialisten*, avait déjà appelé ses militants à contribuer au fonds de solidarité de la NUM. L'appel de la branche locale ne survint qu'en juillet.

¹⁹ Les FPS et Vie Féminine, mais aussi le POS, nouèrent des liens privilégiés avec les *Women's Support Groups*, groupes des femmes de mineurs particulièrement actives dans le soutien politique à la grève. Ils développèrent un discours spécifique, centré sur l'importance de l'engagement des femmes et exaltant l'émergence d'une lutte féminine autonome et émancipatrice.

²⁰ Le POS et le PTB menèrent plusieurs actions de sensibilisation sur les docks des grands ports belges (Gand et Anvers). Les *Jongsocialisten* flamands allèrent jusqu'à déverser une tonne de charbon devant le siège de la FGTB gantoise pour protester contre l'action velléitaire de la centrale des transporteurs BTB-UBOT (Belgische Transportarbeidersbond -Union belge des ouvriers du transport).

²¹ Peu de charbon belge parvenait en Grande-Bretagne; en revanche, selon J. Saunders, les ports de Gand et d'Anvers officiaient comme lieux de transbordement du charbon étranger vers des caboteurs de petit fret.

²² SAUNDERS J., *Op. cit.*, p. 65.

Mobilisation et identité ouvrière

Les théoriciens des mouvements sociaux et de la solidarité transnationale insistent sur le fait que l'environnement social dans lequel évoluent les groupes et la manière dont ceux-ci se représentent cet environnement détermine leur propension à se coaliser. Ils soulignent également le rôle crucial joué par la construction d'un sentiment d'identité dans la mobilisation en faveur d'une cause. Dans le discours des groupes mobilisés apparaît en effet l'affirmation d'un rapport d'identité – « découverte d'une situation commune d'intérêts qui pousse les travailleurs à se regrouper »²³ – entre une classe ouvrière (sous de multiples déclinaisons : ouvriers/ères, travailleurs/euses) aux prises, de part et d'autre de la Manche, avec une collusion d'intérêts hostiles à son égard. Ce rapport d'identité joua un rôle structurant²⁴, qu'il fût ou non explicitement rapporté à l'internationalisme prolétarien.

Bien que des divergences de sensibilité et d'expression formelle aient pu exister (sur le rôle du travaillisme et de l'appareil syndical britannique, sur la politisation du conflit et l'imputation de la violence), la problématisation de la grève des mineurs par les groupes mobilisés emprunta deux canaux : premièrement, la contestation des plans de fermeture des mines; deuxièmement, la dénonciation d'une offensive en règle du gouvernement thatchérien contre les travailleurs. « On a rarement vu l'État avec toutes ses articulations – Parlement, gouvernement, police, justice, [...] sans parler des moyens de diffusion massive qu'il contrôle (TV et radio) – intervenir de manière si franche, si ouverte, si cynique, aux côtés du Capital, contre le Travail, dans un conflit qui oppose l'un à l'autre »²⁵, notait ainsi Ernest Mandel²⁶.



Or, ces deux canaux furent sans cesse rapportés aux enjeux rencontrés par la classe ouvrière en Belgique : la situation minière en Belgique²⁷ et la politique industrielle du gouvernement²⁸ suscitérent l'affirmation, sous la plume de Jan Olyslaegers entre autres, que « le combat des mineurs britanniques est aussi notre combat »²⁹. Plus largement, les options économiques et sociales – y compris la question des libertés syndicales – du gouvernement néo-libéral Martens V firent l'objet d'analyses semblables : selon Robert Falony³⁰, « l'aide financière et morale du NUM concerne chacun individuellement. Cent balles [francs belges] pour les mineurs britanniques, c'est cent balles contre la politique Reagan-Thatcher, c'est aussi cent balles contre les plans de l'Eurodroite [...], des Gol et des Verhofstadt en Belgique... »³¹. Appuyée sur d'autres alignements (répression policière, attitude de la presse hostile aux conflits sociaux), la conclusion était unanime : « une victoire des travailleurs britanniques sera une victoire de tous, y compris chez nous »³².

²³ DEGÉE J.-L., « Glissement de terrain, base ébranlée », *La Revue nouvelle*, Tournai, t. 45, 1989/n°2, p. 25.

²⁴ Le rôle d'une « bipartition fondamentale » entre la classe ouvrière et les intérêts hostiles dans la définition-même de l'identité ouvrière a été démontré, s'agissant des productions politiques ouvrières, dans VIGNA Xavier, *L'insubordination ouvrière dans les années 68 : essai d'histoire politique des usines*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2007, p. 186.

²⁵ *La Gauche*, 28 décembre 1984, p. 10.

²⁶ Homme politique, journaliste et économiste belge, né à Francfort le 5 avril 1923 et décédé à Schaerbeek le 20 juillet 1995. Inspirateur du courant entriste de la IV^e Internationale, il intégra le PSB en 1950, devint journaliste au *Peuple* et influença la ligne renardiste. Exclu du PSB en 1964, il fut l'initiateur de la Ligue Révolutionnaire des Travailleurs. Membre du secrétariat unifié de la IV^e Internationale, il fut mondialement célèbre pour son *Traité d'économie marxiste* (1962), puis pour le *Troisième âge du capitalisme*. (DESOLRE G., « Mandel, Ernest », *Nouvelle Biographie Nationale*, t. 6, Bruxelles, Académie Royale de Belgique, 2001, p. 286-288.)

²⁷ L'année 1984 vit la fermeture en octobre du Roton (Farciennes), dernière mine wallonne encore en activité. La même année vit aussi l'ébauche de plans de rationalisation des charbonnages limbourgeois, impliquant la fermeture de Winterslag et la perte de 3 000 emplois.

²⁸ Les analogies entre Ian McGregor, le directeur des charbonnages britanniques, et Jean Gandois, auteur du plan de restructuration de Cockerill-Sambre, furent ainsi un lieu commun du discours. Il est vrai que les ressemblances étaient réelles : des plans drastiques d'assainissement touchaient ainsi des entreprises à capital public, mais dont la gestion était aux mains de managers privés. Pour rappel, le « plan Gandois » visait la fermeture des outils tenus pour obsolètes (Valfil, le Train 900 de Charleroi, l'aciérie de Seraing) et avait un coût social très élevé : il prévoyait le « dégageant » de plus de 8 000 ouvriers (sur les 22 252 encore en activité).

²⁹ *Syndicats*, 6 octobre 1984 p. 8.

³⁰ Journaliste, essayiste et militant socialiste belge, né en 1931. Spécialisé en politique internationale, il fut rédacteur au *Peuple*, puis au *Matin* et à *La Wallonie*, et observateur attentif de la gauche belge. On lui doit notamment les ouvrages *Le Parti socialiste : un demi-siècle de bouleversements* (2006, avec Xavier Mabilille), *Requiem pour la presse socialiste : la gauche sans voix* (2010) et *1914-2014, la véritable histoire du siècle en Belgique et dans le monde* (2014).

³¹ *La Wallonie*, 27 novembre 1984, p. 9.

³² *La Gauche*, 7 septembre 1984, p. 1.

Cette identité fut souvent mobilisée dans une veine autolégitimante par les partis de la gauche radicale. Ceux-ci mirent en vis-à-vis la « trahison »³³ de la grève par le TUC et le parti travailliste – lesquels, tout en soutenant moralement la grève, renvoyaient dos-à-dos violence policière et violence des grévistes et ne recoururent jamais à une action généralisée³⁴ – et l'attitude des élites socialistes et syndicales de notre côté de la Manche. « Ce problème, la trahison des chefs socialistes et des chefs syndicaux, les travailleurs le rencontrent dans d'autres pays également. Souvenons-nous par exemple de la grève des services publics en Belgique³⁵ ! », avançait à ce sujet le POS³⁶. Accusant syndicats et partis socialistes belges d'un soutien trop lâche à la grève, ils louaient la combativité des mineurs comme « une dénonciation vivante de leur propre esprit de conciliation et de capitulation dans les luttes comme celle [...] de Cockerill-Sambre³⁷ ou dans la grève de septembre contre les mesures gouvernementales »³⁸. Et s'accordaient à y voir une validation de leurs diagnostics et pratiques politiques respectifs, par contraste avec ceux du réformisme³⁹.

La centralité ouvrière pour enjeu

« Notre classe ouvrière en Belgique s'est comportée de façon remarquable, répondant avec empressement aux demandes d'aide. Elle a retrouvé le sens d'une solidarité de classe si souvent éprouvée dans le passé »⁴⁰, témoignait Jacques Yerna⁴¹ de retour du Yorkshire. Selon les théoriciens des mobilisations, l'insistance sur la solidarité et l'identité ouvrière n'était pas seulement un instrument incitant à la mobilisation mais pouvait aussi constituer « une fin en soi, un achèvement culturel »; la mobilisation s'expliquerait moins « par les chances de succès de la protestation que par le besoin ressenti par certains groupes sociaux et politiques de pallier l'effondrement [...] de sources d'identification en décomposition »⁴².

En Belgique comme ailleurs, le tournant des années 1980 vit l'effondrement de la centralité ouvrière, sous l'effet de facteurs multiples : orientations gouvernementales néo-libérales, écartement de la question ouvrière par l'idéologie dominante, hémorragie d'emploi, effondrement des « forteresses ouvrières » et tertiarisation de l'économie, érosion de la conscience de classe, transformation des pratiques syndicales, engagées dans la voie cogestionnaire. Or, la mobilisation en faveur des mineurs véhicula la réaffirmation de cette centralité en forgeant une « conscience par procuration »⁴³ autour d'un mouvement emblématique, incarnant la défense irréductible du monde ouvrier et de ses valeurs. C'est ainsi que, dans le cadre de la solidarité, se greffèrent des discours exaltant avec la grève l'image d'une classe ouvrière montrant « qu'elle n'avait rien perdu de sa combativité »⁴⁴, « sûre de son droit, sûre de son avenir »⁴⁵ et « capable de se jeter à fond et avec héroïsme dans un combat, à condition d'être mobilisée pour des objectifs qui en valent la peine »⁴⁶. Ces discours émanèrent surtout de la gauche radicale dont l'ouvriérisme était un ferment identitaire. Explicitement, comme dans le

³³ *La Gauche*, 22 février 1985, p.11.

³⁴ Le TUC, structure syndicale confédérative, s'était engagé après 1983 sur la voie d'une politique dite du « nouveau réalisme », d'accommodement raisonnable avec les gouvernements Thatcher, proscrivant le syndicalisme politique. D'autre part, il comptait en son sein des centrales franchement hostiles à Scargill (électriciens, etc.). Le parti travailliste, quant à lui, connaissait un processus de recentrement diligent par son président Neil Kinnock : si le Congrès du parti, suivant la frange gauche, vota une motion de solidarité univoque envers les mineurs, Kinnock s'employa à tenir son parti à l'écart du conflit et condamna les violences des mineurs en grève.

³⁵ La grève des services publics (désignée dans la citation suivante sous l'appellation « grèves de septembre »), du 9 au 23 septembre 1983, éclata en réaction au budget gouvernemental de l'année 1984. Ce budget prévoyait de lourdes coupes pour les services publics. Les cheminots furent les premiers à partir en grève; celle-ci toucha tous les services publics dès le 15 septembre. Les syndicats approuvèrent les actions spontanées de leurs affiliés, mais la CSC nationale n'embraya jamais au niveau interprofessionnel, minant la possibilité d'un large front commun.

³⁶ *La Gauche*, 8 mars 1985, p. 10.

³⁷ À Cockerill-Sambre, la contestation, menée tambour battant par la FGTB liégeoise, fut peu suivie par la CSC et par le bassin hennuyer. Les revendications syndicales portèrent alors davantage sur la gestion des conséquences sociales des restructurations que sur la contestation fondamentale de celles-ci.

³⁸ *Solidaire*, 28 novembre 1984, p.13.

³⁹ Le réformisme est la doctrine politique, théorisée par Édouard Bernstein, qui vise à l'instauration du socialisme non par la révolution mais par une série de réformes légales progressives. Cette ligne est violemment critiquée par les partis se revendiquant de l'idéal marxiste révolutionnaire.

⁴⁰ *Combat*, 17 décembre 1984, p. 12.

⁴¹ Homme politique, journaliste et syndicaliste belge, né à Liège le 24 novembre 1923, y décédé le 11 mars 2003. Il intégra le service « conseils d'entreprises » de la FGTB, fut secrétaire national de Gazelco (1959-1962), puis succéda à André Renard à la tête de la régionale Liège-Huy-Waremme, un poste qu'il occupa jusqu'en 1988. Animateur du journal *La Gauche* et de *La Wallonie*, il fut aussi un militant wallon convaincu, participant à toutes les actions visant à favoriser l'émergence d'une conscience et d'un pouvoir wallon, présidant notamment le Mouvement populaire wallon au décès d'André Renard. (DELFORGE P., « Yerna, Jacques », DELFORGE P., DESTATTE P. & LIBON M. (dirs.) *Encyclopédie du Mouvement wallon*, t. III, Namur, Institut Jules Destrée, 2001, p. 1685-1686.

⁴² FILLIEULE O. (dir.), *Sociologie de la protestation*, Paris, L'Harmattan, 1993, p. 40.

⁴³ DEGÉE J-L., *Op.cit.*, p. 29-30.

⁴⁴ *La Gauche*, 25 janvier 1985, p. 10.

⁴⁵ *Solidaire*, 3 octobre 1984, p. 10.

⁴⁶ *Solidaire*, 5 septembre 1984, p. 7.

chef du PTB, le tournant intellectuel postmatérialiste⁴⁷ fut parfois battu en brèche : « Selon Gorz, Touraine et d'autres sociologues à la mode, la classe ouvrière n'a plus de capacités révolutionnaires voire... n'existe même plus ! [...] 8 mois de grève soulignent que seule la classe ouvrière fait trembler le grand capital »⁴⁸.

La grève « exemplaire »

Le qualificatif « exemplaire »⁴⁹ pour caractériser le mouvement de grève des mineurs britanniques accompagna de façon unanime les discours mobilisateurs. Ce qualificatif peut revêtir deux significations. Premièrement, celle de la vocation à être imité. Les groupes mobilisés insistèrent, surtout au sujet des charbonnages du Limbourg, menacés de restructuration, sur la valeur exemplaire de la grève britannique. « Faisons comme Scargill »⁵⁰, exhorta ainsi le PTB, qui concevait sa campagne comme outil de sensibilisation aux luttes à venir en Belgique⁵¹. Jan Grauwels et Luc Cieters⁵², protagonistes majeurs des grèves limbourgeoises de 1986 et 1987, expliquèrent par après ce qu'ils devaient à la grève britannique en matière de conscience de classe, d'attitude de principe contre les fermetures, ou de tactique de grève (les fameux « piquets volants »)⁵³. Deuxièmement, le terme peut désigner un échec ayant valeur d'avertissement. L'isolement des mineurs par rapport au monde syndical britannique fut unanimement identifié comme l'un des facteurs de la défaite. Tirant les enseignements de ce constat, les promoteurs des grèves limbourgeoises tentèrent, par exemple, de se prémunir d'un tel isolement en présentant ces grèves dans une optique élargie à la province entière⁵⁴.

Conclusions

Les mobilisations belges en faveur des mineurs britanniques opérèrent selon un schéma constaté ailleurs en Europe. Dans la brèche laissée ouverte par l'action politiquement distanciée des centrales syndicales, des partis marginaux s'engouffrèrent avec fracas et parvinrent à un intense degré de mobilisation, malgré des moyens restreints. Usant de « formes routinisées » des répertoires d'action collective, ces mobilisations se structurèrent autour de l'identité des enjeux rencontrés par le mouvement ouvrier des deux côtés de la Manche⁵⁵. Questionnant la capacité de la classe ouvrière à reprendre conscience d'elle-même et de ses forces, les mobilisations véhiculèrent les interrogations existentielles d'un monde ouvrier en profond bouleversement. Des interrogations qui le traversent encore à l'heure actuelle où, comme hier, sa capacité à répondre aux menaces par la solidarité est en jeu.



Pistes bibliographiques

- BURGI N., *L'État britannique contre les syndicats*, Paris, Kimé, 1992.
- DENIS J.-M. (dir.), *Le conflit en grève ? Tendances et perspectives de la conflictualité contemporaine*, Paris, La Dispute, 2005.
- GOUFFÈS P.-F., *Margaret Thatcher face aux mineurs (1972-1985), treize années qui ont changé l'Angleterre*, Toulouse, Privat, 2007.
- SAUNDERS J., *Across Frontiers : International Support to the Miner's Strike (1984-1985)*, Londres, Canary Press, 1989.
- SIROT S., *Le syndicalisme, la politique et la grève*, Nancy, Arbre Bleu, 2011.
- *Syndicalismes*, numéro spécial de *La Revue Nouvelle*, t. 45 (1989/n°2).

⁴⁷ Ce tournant intellectuel, représenté entre autres par André Gorz (*Adieux au prolétariat*, 1980) ou Alain Touraine (*Le Mouvement ouvrier*, 1984, avec François Dubet et Michel Wievorka), exerça une forte influence sur les débats des années 1980. Il postulait la fin de la société industrielle et de ses rapports sociaux de production (avec, corrélativement, la dissolution de la classe ouvrière) sous l'effet des évolutions technologiques, ainsi que de toutes les représentations de la vie sociale ayant accompagné cette société, au profit d'une société post-industrielle. De ce fait, il réfutait le lien entre conflit du travail et changement social.

⁴⁸ *Solidaire*, 31 octobre 1984, p. 17.

⁴⁹ *VONK : Marxistisch blad voor JS, SP en ABVV*, n°55, octobre 1984, p. 9 ; *Le Drapeau Rouge*, 31 décembre 1984-1^{er} janvier 1985, p. 4) ; *Solidaire*, 12 septembre 1984, p. 7.

⁵⁰ *Solidaire*, 19 septembre 1984, p. 1.

⁵¹ Entretien avec Kris Hertogen, ancien responsable de la section syndicale du PTB, Liège, 29 mars 2015.

⁵² Jan Grauwels et Luc Cieters étaient deux meneurs syndicaux limbourgeois, actifs respectivement dans les mines de Waterschei et de Beringen. Affiliés à l'ABVV (*Algemeen Belgisch Vakverbond*, FGTB flamande), ils étaient toutefois proches des thèses défendues par le PTB. Ils ont consigné leur expérience de lutte dans l'ouvrage *De Slag om de mijnen* (1988).

⁵³ GRAUWELS J. et CIETERS L., *De Slag om de mijnen : het syndicale werkboek van Jan Grauwels en Luc Cieters*, (rédaction par Hugo Franssen), Berchem, EPO, 1988, [en ligne], <http://www.npdoc.be/Grauwels-Cieters/>, (dernière consultation le 6 juin 2015), p. 9.

⁵⁴ Entretien avec Kris Hertogen, Liège, 30 mars 2015.

⁵⁵ Ce trait, au demeurant, n'était pas à proprement parler spécifique aux groupes belges. La CGT (Confédération générale du travail) française, elle aussi, développa un discours centré sur l'identité des cas en France et en Grande-Bretagne. MILNER Susan, « La CGT et la solidarité syndicale à la grève des mineurs britanniques (1984-1985) », *Cahiers de l'Institut d'Histoire sociale Mines-Énergie*, n° 27-28, avril-juillet 2010, p. 7.